

aide humanitaire et de promouvoir la liberté et les droits de la personne.

Pendant la longue et turbulente période qui a suivi la deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont assumé le fardeau de la défense de la paix et de la liberté sans succomber à la tentation de se replier et de s'isoler encore une fois.

Et ils n'y ont pas encore succombé, même si les plus grands défis posés à leur leadership global ne sont plus d'ordre militaire, mais plutôt de nature économique et sociale, et que ces défis sont souvent d'ordre interne plutôt qu'externe.

Nous devrions tous être encouragés par la volonté de l'administration Clinton de collaborer avec les autres membres de la communauté internationale. Le multilatéralisme peut être frustrant, surtout lorsqu'on vous demande depuis longtemps de supporter plus que votre juste part du fardeau. Les Américains ont tout à fait le droit de demander au reste du monde de faire sa part. C'est d'ailleurs ce que nous faisons au Canada.

Compte tenu du fait que la quote-part du Canada à l'ONU est passée de 8 millions à près de 90 millions de dollars par an et qu'à un moment donné l'an dernier les Canadiens constituaient quelque 10 p. 100 des membres des forces de maintien de la paix, il ne faut pas se surprendre que nous demandions également à d'autres pays d'assumer leur juste part.

Nous croyons dans le maintien de la paix. Aucun autre pays du monde n'en a une meilleure expérience. Ayant le troisième contingent de maintien de la paix en importance dans l'ex-Yougoslavie, des forces de maintien de la paix au Cambodge, au Moyen-Orient et ailleurs, le Canada reste manifestement engagé à faire sa part.

Par exemple, en septembre 1991, le premier ministre Mulroney a pris l'initiative de demander au Conseil de sécurité de l'ONU de régler le conflit dans l'ex-Yougoslavie. Depuis avril 1992, nous avons déployé quelque 2 400 soldats et 45 entraîneurs de la Gendarmerie royale du Canada avec la Force de protection des Nations Unies. De plus, 12 membres des Forces armées canadiennes sont affectés à une mission de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe).

Nous avons fourni plus de 38 millions de dollars en aide humanitaire. En juillet de cette année, nous avons versé 250 000 dollars à la Croix-Rouge canadienne pour lui permettre d'affecter du personnel médical et de venir en aide à 230 patients abandonnés, des enfants pour la plupart. En outre, nous continuons d'examiner des façons d'aider les victimes de ce conflit tragique.